

5 DÉCEMBRE : TOU·TES EN GRÈVE! EXIGEONS DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION!

Le gouvernement Barnier multiplie les provocations envers les personnels de l'éducation depuis sa nomination. Le ministère entend supprimer quelques 4000 postes dont plus de 3000 dans le premier degré, prétextant une baisse de la démographie scolaire. Le gouvernement fait le choix de l'austérité et de la comptabilité là où il faut améliorer le service public en diminuant les effectifs par classe, et en améliorant la prise en charge de tou·tes les élèves et notamment les plus fragiles.

On le constate au quotidien dans nos départements, les remplacements des collègues absent·es sont désorganisés, ne sont pas assurés ou se font au détriment de toute approche pédagogique (jusqu'à 20 personnes affectées sur un poste sur une année!). Nous manquons de personnels, fermer des classes et supprimer des heures d'enseignement ne fait que creuser les inégalités scolaires pour les élèves les plus en difficulté.

Pour SUD éducation Gard-Lozère, il ne doit y avoir aucune suppression de poste à la rentrée 2025! SUD éducation Gard-Lozère revendique des créations de postes à hauteur des besoins.

Ce gouvernement et son ministre de la Fonction Publique, appuyés par la ministre de l'Éducation nationale ont décidé de poursuivre leur logique de « fonctionnaire-bashing ». Nous serions trop absent·es selon le ministre Kasbarian. Or des personnels dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, qui sont obligé·es de travailler plus longtemps tombent davantage malades et se voient donc prescrire un arrêt de travail par leur médecin. Le ministre Kasbarian a même eu le front de trafiquer les chiffres des arrêts de travail en utilisant ceux de la période COVID, où les agent·es public·ques étaient malades à cause d'une pandémie! Être en arrêt de travail n'est pas un luxe, c'est une nécessité.

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale, le gouvernement entend nous imposer 3 jours de carences et baisser l'indemnisation des arrêts maladies de 10 %. Cette mesure est une attaque contre les droits à la protection sociale que SUD éducation Gard-Lozère défend. Ces mesures antisociales pénaliseront en particulier les personnels aux plus faibles rémunérations et aux métiers les plus pénibles, ansi que les femmes en particulier celles en situation de monoparentalité.

Pour SUD éducation Gard-Lozère, nous devons défendre nos droits aux arrêts de travail pour cause de maladie avec un niveau d'indemnisation suffisant. Il est temps d'abroger ces jours de carences pour l'ensemble des salarié·es et des agent·es public·ques.

Les salaires des agent·es public·ques ne bougent plus, nous avons subi plus de 10 ans de gel du point d'indice, les maigres 5 % de dégel arrachés aux gouvernements précédents n'ont jamais fait le poids face à une inflation à deux chiffres. Les rémunérations sont tassées, ne bougent plus : de plus en plus d'agent·es ont du mal à boucler les fins de mois. Il y a une urgence salariale.

Les mesures catégorielles annoncées il y a deux ans, dans le cadre du PACTE ne sont qu'un leurre, elles n'ont profité qu'à 30 % des enseignant·es, et n'étaient de toute façon pas conçues pour tou·tes. Nous ne voulons pas des primes ou des indemnités en plus, nous voulons des augmentations des salaires indiciaires!

SUD éducation Gard-Lozère revendique une augmentation générale des salaires de 420€ pour tou·tes, et un dégel de la valeur du point d'indice, ainsi que son indexation sur l'inflation.

La journée du 5 décembre doit être une réussite, nous devons nous organiser collectivement et fermer le maximum d'écoles dans le département. Nous devons également préparer les suites de la mobilisation en nous réunissant sur nos lieux de travail, nos secteurs. Les attaques du gouvernement ne se limitent pas à la fonction publique et à l'éducation, préparons la riposte collective.

